

**Organe subsidiaire de mise en œuvre****Quarante-septième session**

Bonn, 6-15 novembre 2017

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire

**Notification et examen concernant les Parties****visées à l'annexe I de la Convention****Rapport sur les données présentées dans les inventaires nationaux****de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I****de la Convention pour la période 1990-2015****Données présentées dans les inventaires de gaz  
à effet de serre pour la période 1990-2015****Note du secrétariat***Résumé*

Les 43 Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) ont présenté en 2017 leur inventaire de gaz à effet de serre (GES), en utilisant les tableaux du cadre commun de présentation (CRF), ainsi que leur rapport national d'inventaire (NIR). À la date limite du 15 avril 2017, les tableaux du CRF avaient été reçus de 36 Parties et un rapport national d'inventaire de 35 Parties. Pour l'ensemble des Parties visées à l'annexe I, les émissions globales de GES à l'exclusion des émissions et des absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) ont, au total, diminué de 12,9 % de 1990 à 2015, la baisse étant de 17,9 % si l'on prend en compte le secteur UTCATF. Pour les Parties visées à l'annexe I qui sont en transition sur le plan économique, les émissions de GES ont reculé de 38,3 % hors secteur UTCATF et de 48,5 % secteur UTCATF compris. Pour les Parties visées à l'annexe I qui ne sont pas en transition sur le plan économique, les émissions de GES ont diminué de 0,7 % et 2,1 % respectivement. Les informations figurant dans le présent document proviennent des inventaires nationaux de GES reçus au 6 septembre 2017. Au moment de la publication de ce document, le processus d'examen annuel des inventaires de GES des Parties visées à l'annexe I était toujours en cours ; il se peut donc que les données qui y sont présentées ne correspondent pas aux informations les plus récentes communiquées par les Parties. Les toutes dernières données relatives aux inventaires de GES sont disponibles sur le site Web de la Convention.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–5	3
A. Mandat .....	1	3
B. Objet de la présente note.....	2–4	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre .....	5	3
II. Situation en ce qui concerne la notification des inventaires .....	6–10	4
A. Respect des délais et exhaustivité des données communiquées.....	6–7	4
B. Nouveaux calculs.....	8–10	5
III. Aperçu de l’évolution des émissions et de leurs sources dans les Parties visées à l’annexe I.....	11–28	7
A. Total des émissions globales de gaz à effet de serre .....	11–15	7
B. Émissions de gaz à effet de serre par gaz.....	16–18	10
C. Émissions de gaz à effet de serre par secteur.....	19–25	11
D. Données relatives aux émissions des différentes Parties visées à l’annexe I .....	26–28	13

## I. Introduction

### A. Mandat

1. Dans la décision 24/CP.19, la Conférence des Parties a demandé aux Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) de soumettre chaque année, le 15 avril au plus tard, les données de leur inventaire national sur les émissions par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre (GES). Par la décision 13/CP.20 (par. 8 et 10), la Conférence des Parties a demandé au secrétariat de rassembler et de résumer les informations concernant les données des inventaires de GES communiquées par les Parties visées à l'annexe I, notamment pour examen par la Conférence des Parties et les organes subsidiaires.

### B. Objet de la présente note

2. Le présent document fait le point sur la notification des inventaires de GES par les Parties visées à l'annexe I en 2017 (chap. II) et récapitule les dernières données disponibles sur les émissions et absorptions de GES pour la période 1990-2015 (chap. III). Des données sont présentées pour le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>) et l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O) ainsi que pour les hydrofluorocarbones (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>), un mélange non précisé de HFC et de PFC (MIX) et le trifluorure d'azote (NF<sub>3</sub>) pris ensemble et, lorsque les Parties ont choisi de les notifier, les émissions indirectes de CO<sub>2</sub> provenant de l'oxydation atmosphérique de CH<sub>4</sub>, de monoxyde de carbone et de composés organiques volatils non méthaniques. Le total<sup>1</sup> des émissions globales<sup>2</sup> de GES est présenté, avec et sans les émissions et absorptions nettes de GES du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF).

3. Les informations figurant dans le présent rapport proviennent des inventaires nationaux de GES reçus des 43 Parties visées à l'annexe I (voir tableau 1) au 6 septembre 2017.

4. Au moment de la publication du présent document, le processus d'examen annuel était toujours en cours ; il se peut donc que les données qui y sont présentées ne correspondent pas aux informations les plus récentes fournies par les Parties. Les toutes dernières données des inventaires de GES sont disponibles sur le site Web<sup>3</sup> de la Convention.

### C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

5. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des informations figurant dans le présent document et solliciter de nouvelles directives de la Conférence des Parties selon qu'il convient.

---

<sup>1</sup> Le terme « total » signifie que les données présentées correspondent à la somme des émissions des différents secteurs retenus dans le cadre commun de présentation ; lorsque les émissions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) sont prises en compte, cela est précisé ; sauf indication contraire, les émissions indirectes de CO<sub>2</sub> ne sont pas prises en compte dans le total.

<sup>2</sup> Le terme « global(es) » signifie que les émissions et les absorptions de GES, telles qu'elles sont calculées, correspondent à une somme pondérée obtenue en appliquant les potentiels de réchauffement de la planète approuvés au titre de la Convention, tous gaz confondus (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, HFC, PFC, SF<sub>6</sub>, MIX et NF<sub>3</sub>).

<sup>3</sup> <http://unfccc.int/10116.php>.

## II. Situation en ce qui concerne la notification des inventaires

### A. Respect des délais et exhaustivité des données communiquées

6. Conformément aux « Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie : directives FCCC pour la notification des inventaires annuels des gaz à effet de serre » (directives FCCC pour la notification des inventaires des Parties visées à l'annexe I)<sup>4</sup> celles-ci sont tenues de soumettre chaque année un rapport national d'inventaire (NIR) et les tableaux du cadre commun de présentation (CRF) reprenant toutes les données depuis l'année de référence jusqu'à l'avant-dernière année précédant l'année de soumission. En 2017, les 43 Parties visées à l'annexe I ont communiqué des données pour toutes les années de 1990<sup>5</sup> à 2015.

7. Au 15 avril 2017, les tableaux du CRF avaient été reçus de 36 Parties et un rapport national d'inventaire de 35 Parties. Dans les six semaines suivant cette date, 42 Parties au total avaient soumis leur tableau du CRF et 39 Parties leur NIR. Après avoir fait parvenir au secrétariat une première version de leur inventaire, 11 Parties ont soumis une version révisée de leurs tableaux du CRF et 11 Parties une nouvelle fois leur NIR. Les dates auxquelles les premières versions des tableaux du CRF ont été soumises sont indiquées dans le tableau 1.

Tableau 1

#### Inventaires de gaz à effet de serre soumis par les Parties visées à l'annexe I en 2017

<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF<sup>a</sup></i>	<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF<sup>a</sup></i>
Allemagne	11 avril 2017	France	13 avril 2017
Australie	27 mai 2017	Grèce	11 avril 2017
Autriche	12 avril 2017	Hongrie	15 avril 2017
Bélarus	1 <sup>er</sup> juin 2017	Irlande	12 avril 2017
Belgique	11 avril 2017	Islande	13 avril 2017
Bulgarie	11 avril 2017	Italie	11 avril 2017
Canada	13 avril 2017	Japon	13 avril 2017
Chypre	8 mai 2017	Lettonie	13 avril 2017
Croatie	12 avril 2017	Liechtenstein	27 mars 2017
Danemark	10 avril 2017	Lituanie	14 avril 2017
Espagne	12 avril 2017	Luxembourg	6 avril 2017
Estonie	13 avril 2017	Malte	8 mai 2017
États-Unis	14 avril 2017	Monaco	20 avril 2017
Fédération de Russie	14 avril 2017	Norvège	7 avril 2017
Finlande	11 avril 2017	Nouvelle-Zélande	26 mai 2017

<sup>4</sup> Décision 24/CP.19, annexe I.

<sup>5</sup> Sauf indication contraire, certaines Parties utilisent les données de l'année de référence au lieu des données de 1990. Les Parties qui sont autorisées à utiliser une année de référence autre que 1990, comme stipulé dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4, ont fourni des données pour leurs années de référence respectives. Ces Parties et les années de référence correspondantes sont les suivantes : Bulgarie (1988), Hongrie (moyenne des années 1985 à 1987), Pologne (1988), Roumanie (1989) et Slovénie (1986).

<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF<sup>a</sup></i>	<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF<sup>a</sup></i>
Pays-Bas	14 avril 2017	Suède	12 avril 2017
Pologne	13 avril 2017	Suisse	13 avril 2017
Portugal	12 avril 2017	Tchéquie	12 avril 2017
Roumanie	14 avril 2017	Turquie	14 avril 2017
Royaume-Uni	13 avril 2017	Ukraine	<i>24 mai 2017</i>
Slovaquie	11 avril 2017	Union européenne	14 avril 2017
Slovénie	12 avril 2017		

*Abréviation* : CRF = cadre commun de présentation.

<sup>a</sup> Les dates postérieures au 15 avril 2017 sont indiquées en italiques. La date de soumission du rapport national d'inventaire peut être différente.

## B. Nouveaux calculs

8. Conformément aux directives FCCC pour la notification des inventaires annuels des Parties visées à l'annexe I, les Parties doivent, s'il y a lieu, recalculer leurs estimations des émissions, afin d'en améliorer la qualité et de garantir la cohérence des séries chronologiques.

9. En 2017, les 43 Parties visées à l'annexe I ont fait part de nouveaux calculs qui avaient une incidence sur leurs estimations des émissions de GES de 1990 (voir le tableau 2). Ces nouveaux calculs étaient le résultat de modifications concernant les données d'activité, les coefficients d'émission et les méthodes. Si l'on considère le total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, l'écart entre le total recalculé et le total calculé initialement a été inférieur à 1 % pour 29 Parties et supérieur à 3 % pour une Partie. L'écart entre ces deux totaux, secteur UTCATF compris, a été inférieur à 1 % pour 20 Parties et supérieur à 3 % pour neuf Parties.

Tableau 2

### Inventaires recalculés par les Parties visées à l'annexe I en 2017

<i>Partie</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 hors secteur UTCATF (en pourcentage)</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 secteur UTCATF compris (en pourcentage)</i>
Australie	0,3	5,8
Allemagne	0,1	0,1
Autriche	-0,1	1,0
Bélarus	2,6	6,2
Belgique	0,2	-0,1
Bulgarie	2,0	2,2
Canada	-0,3	-2,7
Chypre	-0,1	-0,1
Croatie	-0,2	0,03
Danemark	0,4	-1,4
Espagne	2,6	2,9
Estonie	1,1	21,4
États-Unis	-0,5	-2,0

<i>Partie</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 hors secteur UTCATF (en pourcentage)</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 secteur UTCATF compris (en pourcentage)</i>
Fédération de Russie	0,01	0,01
Finlande	0,1	6,2
France	0,2	1,0
Grèce	-1,6	-1,5
Hongrie	-0,1	-0,2
Irlande	0,03	-0,7
Islande	-2,1	-9,5
Italie	-0,4	0,2
Japon	-0,2	-0,5
Lettonie	-0,8	-3,2
Liechtenstein	0,01	-0,4
Lituanie	-0,3	-0,2
Luxembourg	-1,0	-1,0
Malte	20,6	20,9
Monaco	-1,9	-1,9
Norvège	-0,4	-0,4
Nouvelle-Zélande	-1,9	-6,6
Pays-Bas	-0,1	-0,1
Pologne	-1,6	-1,8
Portugal	-1,9	-1,7
Roumanie	-1,2	-1,2
Royaume-Uni	-0,4	0,3
Slovaquie	0,3	0,3
Slovénie	-0,1	-1,2
Suède	-0,4	-0,03
Suisse	0,1	1,2
Tchéquie	-0,3	-0,4
Turquie	3,0	3,5
Ukraine	2,6	2,1
Union européenne	-0,2	0,1

*Abréviations* : GES = gaz à effet de serre ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

10. Le tableau 3 présente une comparaison des estimations du total des émissions globales de GES en 1990, communiquées dans les inventaires de GES soumis par les Parties visées à l'annexe I en 2016 et 2017.

Tableau 3

**Comparaison des estimations de 2016 et de 2017 concernant le total des émissions globales de GES des Parties visées à l'annexe I en 1990**

	<i>Estimations de 2016</i>	<i>Estimations de 2017</i>	<i>Explication de la différence entre les estimations de 2016 et celles de 2017</i>
<b>Total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF (en milliers de Tg d'équivalent CO<sub>2</sub>)</b>			
Ensemble des Parties visées à l'annexe I	19,77	19,75	La différence tient au fait que des données d'inventaire ont été recalculées pour certaines Parties visées à l'annexe I.
Parties en transition visées à l'annexe I	6,38	6,40	Données d'inventaire recalculées, par exemple pour le Bélarus, la Bulgarie et l'Ukraine.
Autres Parties visées à l'annexe I	13,38	13,35	Données d'inventaire recalculées, par exemple pour l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis.
<b>Total des émissions globales de GES, secteur UTCATF compris (en milliers de Tg d'équivalent CO<sub>2</sub>)</b>			
Ensemble des Parties visées à l'annexe I	18,81	18,74	La différence tient au fait que des données d'inventaire ont été recalculées pour certaines Parties visées à l'annexe I.
Parties en transition visées à l'annexe I	6,38	6,40	Données d'inventaire recalculées, par exemple pour le Bélarus, la Bulgarie et l'Ukraine.
Autres Parties visées à l'annexe I	12,43	12,34	Données d'inventaire recalculées, par exemple pour le Japon, le Portugal et la Turquie.

*Abréviations* : Parties en transition = Parties en transition sur le plan économique ; GES = gaz à effet de serre ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

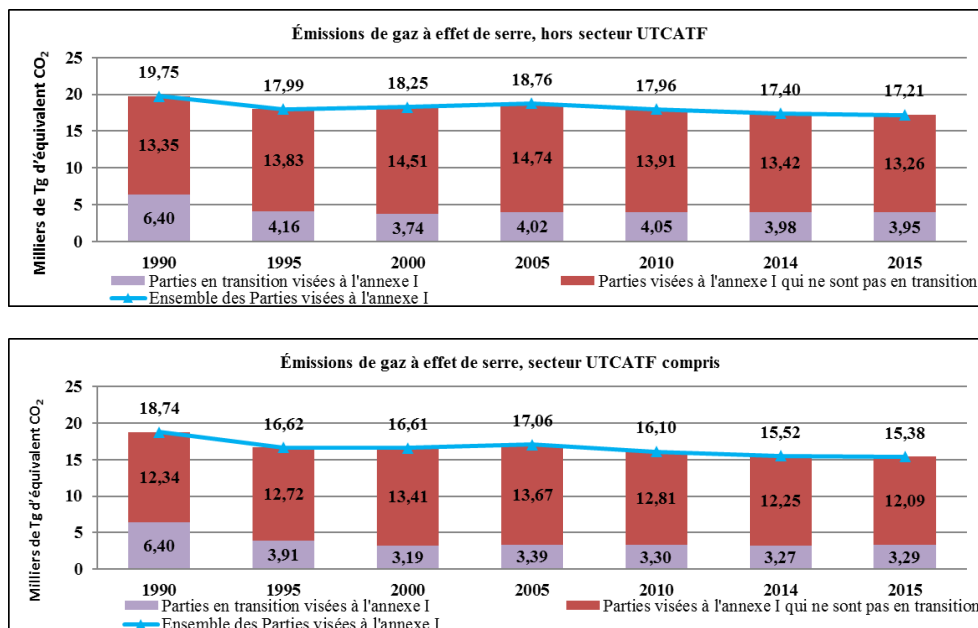
### III. Aperçu de l'évolution des émissions et de leurs sources dans les Parties visées à l'annexe I

#### A. Total des émissions globales de gaz à effet de serre

11. De 1990 à 2015, les émissions globales de GES, non compris les émissions et les absorptions du secteur UTCATF, de l'ensemble des Parties visées à l'annexe I ont diminué au total de 12,9 %, tombant de 19 754,58 à 17 209,21 Tg d'équivalent CO<sub>2</sub>. Au cours de la même période, les émissions globales de GES, y compris le secteur UTCATF, ont diminué au total de 17,9 %, tombant de 18 740,44 à 15 379,38 Tg d'équivalent CO<sub>2</sub>. De 2000 à 2015, les émissions de GES ont diminué de 5,7 % hors secteur UTCATF et, si l'on inclut le secteur UTCATF, de 7,4 %. De 2014 à 2015, les émissions de GES ont diminué de 1,1 %, hors secteur UTCATF et, si l'on inclut le secteur UTCATF, de 0,9 %.

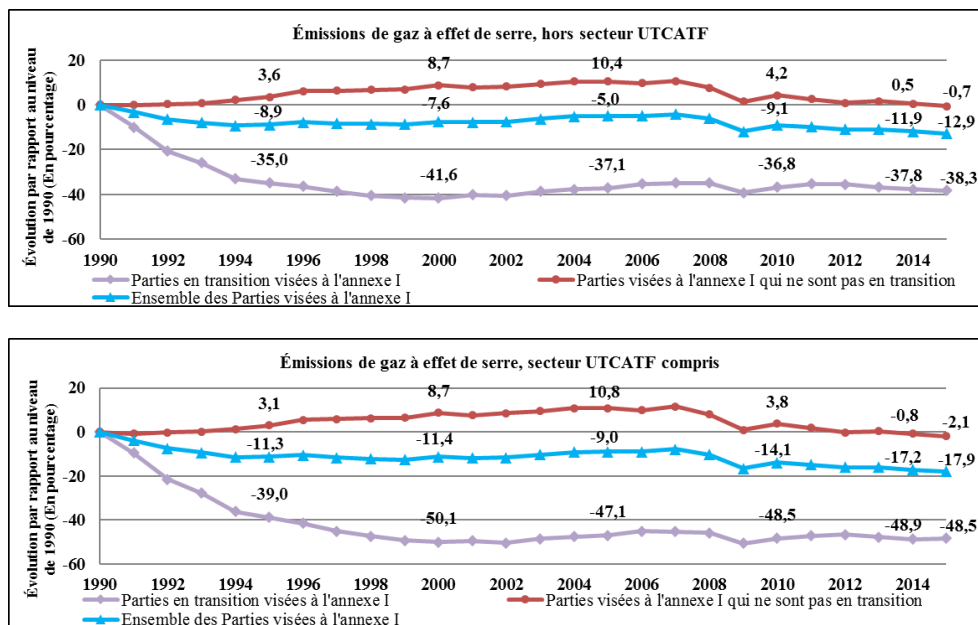
12. Les figures 1 et 2 montrent l'évolution du total des émissions globales de GES de 1990 à 2015 pour l'ensemble des Parties visées à l'annexe I, pour les Parties visées à l'annexe I en transition sur le plan économique (Parties en transition visées à l'annexe I) et pour les Parties visées à l'annexe I qui ne sont pas en transition sur le plan économique.

Figure 1  
Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2014 et 2015



Abréviations : Parties en transition visées à l'annexe I = Parties visées à l'annexe I qui sont en transition sur le plan économique ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

Figure 2  
Évolution des émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, 1990-2015



Abréviations : Parties en transition visées à l'annexe I = Parties visées à l'annexe I qui sont en transition sur le plan économique ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.



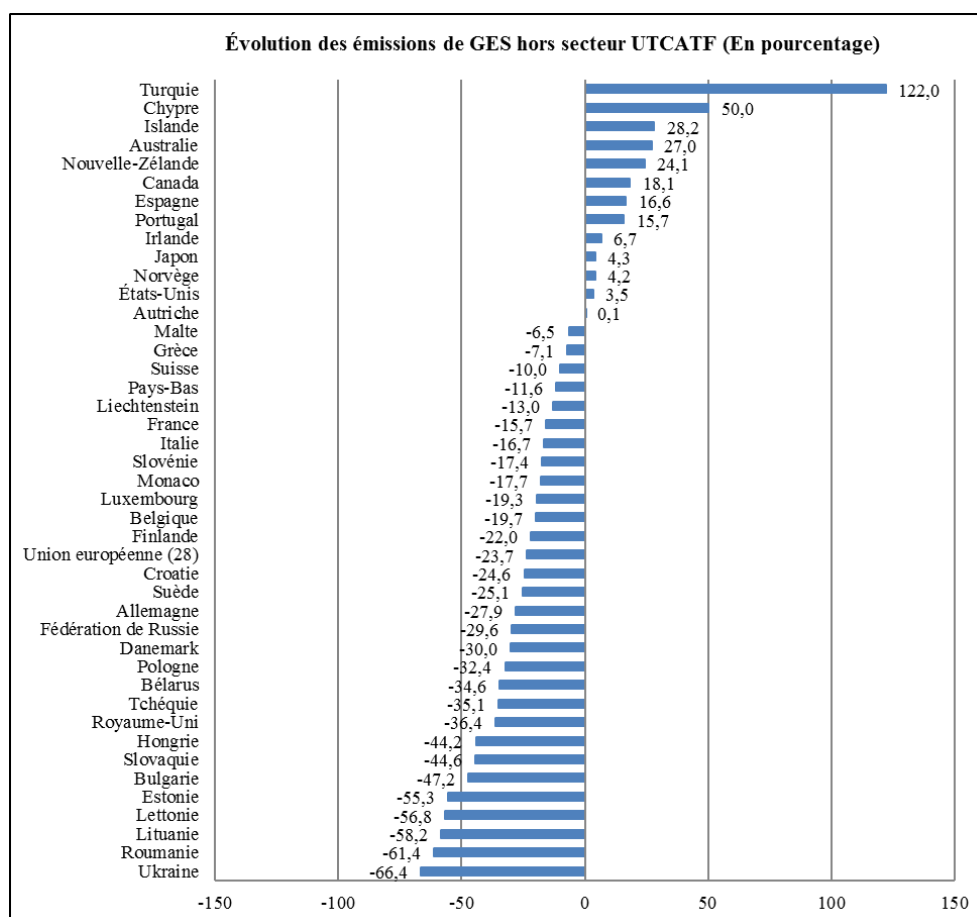
13. Pour les Parties en transition visées à l'annexe I, les émissions de GES, sur la période de 1990 à 2015, ont diminué de 38,3 %, hors secteur UTCATF, et de 48,5 %, secteur UTCATF compris. De 2000 à 2015, les émissions de GES de ces Parties ont augmenté respectivement de 5,7 % (hors secteur UTCATF) et de 3,1 % (secteur UTCATF compris). Entre 2014 et 2015, elles ont diminué de 0,8 % hors secteur UTCATF et augmenté de 0,6 % secteur UTCATF compris.

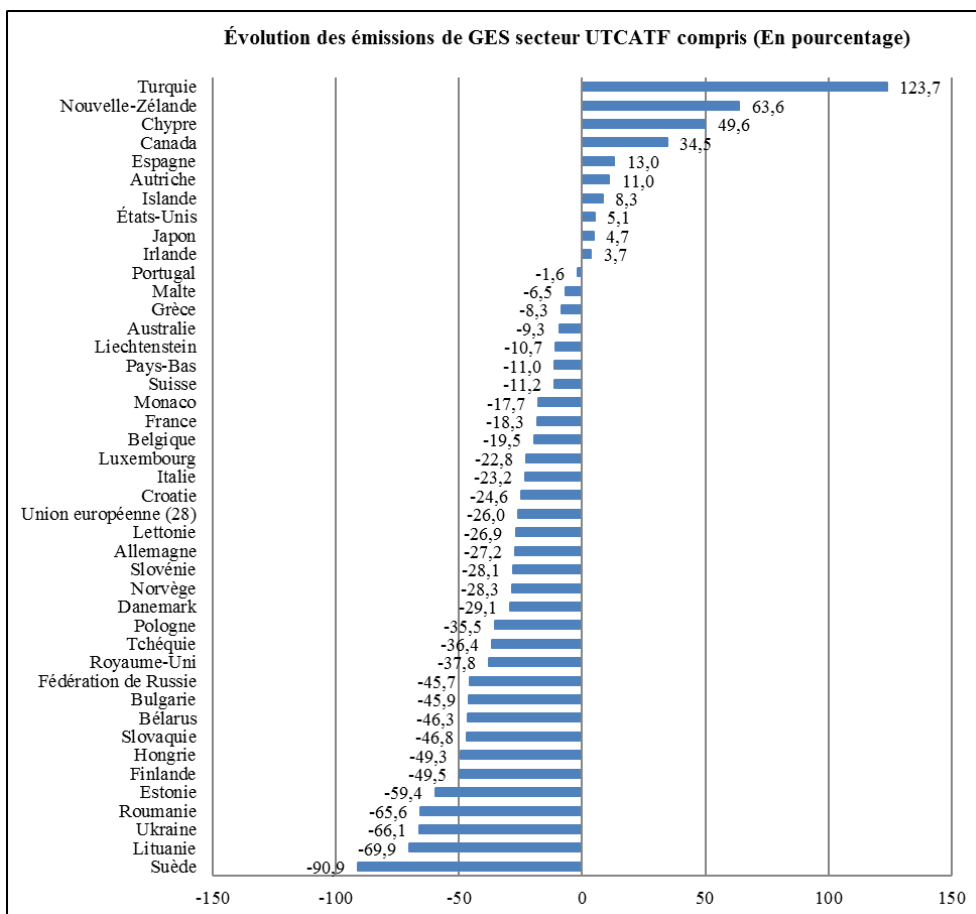
14. Pour les Parties visées à l'annexe I qui ne sont pas en transition, les émissions de GES, sur la période de 1990 à 2015, ont diminué de 0,7 %, hors secteur UTCATF, et de 2,1 %, secteur UTCATF compris. De 2000 à 2015, les émissions de GES de ces Parties ont diminué respectivement de 8,6 % (hors secteur UTCATF) et de 9,9 % (secteur UTCATF compris). Entre 2014 et 2015, elles ont diminué de 1,2 % hors secteur UTCATF et de 1,3 % secteur UTCATF compris.

15. De 1990 à 2015, l'évolution du total des émissions globales de GES a été très différente suivant les pays (voir la figure 3). Hors secteur UTCATF, c'est en Ukraine que la baisse a été la plus forte (de 66,4 %) et, si l'on inclut le secteur UTCATF, c'est en Suède que les émissions ont le plus diminué (de 90,9 %). À l'inverse, la hausse la plus marquée a été enregistrée en Turquie, à la fois hors secteur UTCATF (de 122,0 %) et secteur UTCATF compris (de 123,7 %).

Figure 3

**Évolution du total des émissions globales de gaz à effet de serre des différentes Parties visées à l'annexe I, 1990-2015**





*Abréviations* : GES = gaz à effet de serre ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

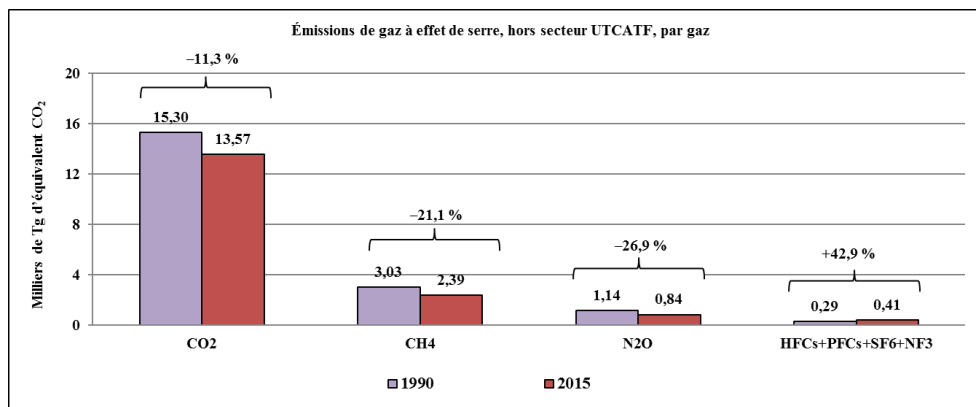
## B. Émissions de gaz à effet de serre par gaz

16. Tout au long de la période 1990-2015, le CO<sub>2</sub> est le gaz qui a le plus contribué au total des émissions (à hauteur de 77,4 % en 1990 et de 78,9 % en 2015). Le CH<sub>4</sub> vient en second (15,3 % en 1990 et 13,9 % en 2015), suivi par le N<sub>2</sub>O (5,8 % en 1990 et 4,9 % en 2015). La contribution des émissions de HFC, de PFC, de SF<sub>6</sub>, de MIX et de NF<sub>3</sub> prises ensemble aux émissions totales de GES a été de 1,46 % en 1990 et de 2,39 % en 2015.

17. La figure 4 montre quelle a été la contribution de chaque GES dans le total des émissions, hors secteur UTCATF, pour 1990 et 2015, ainsi que l'évolution des émissions totales de chaque GES au cours de la période 1990-2015. Les émissions de CO<sub>2</sub>, de CH<sub>4</sub> et de N<sub>2</sub>O ont diminué, tandis que celles de HFC, de PFC, de SF<sub>6</sub>, de MIX et de NF<sub>3</sub> prises ensemble se sont accrues de 42,9 %.

Figure 4

**Émissions de gaz à effet de serre, hors secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, des Parties visées à l'annexe I, par gaz, en 1990 et 2015**



Abréviations : UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

18. Entre 2014 et 2015, les émissions de CO<sub>2</sub>, de CH<sub>4</sub> et de N<sub>2</sub>O ont diminué de 1,3 %, 0,7 % et 0,4 %, respectivement. Au cours de la même période, les émissions de HFC, de PFC, de SF<sub>6</sub>, de MIX et de NF<sub>3</sub> prises ensemble ont augmenté de 0,6 %.

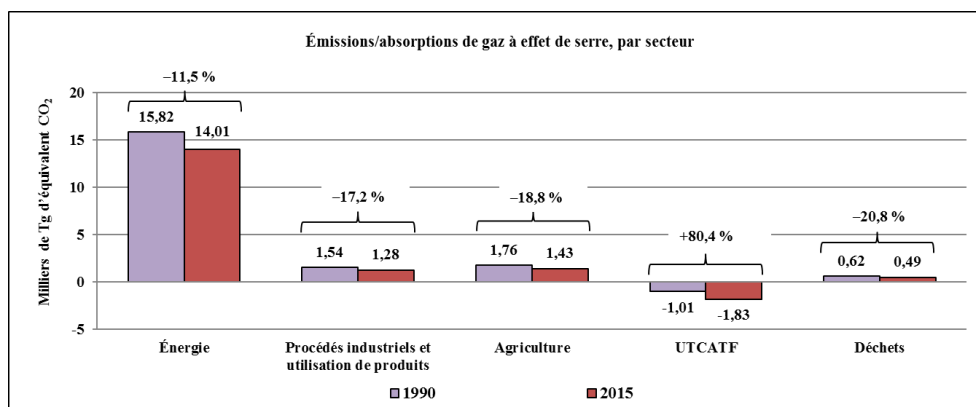
### C. Émissions de gaz à effet de serre par secteur

19. De 1990 à 2015, les émissions ont diminué dans les secteurs de l'énergie, des procédés industriels et de l'utilisation de produits, de l'agriculture et des déchets (voir la figure 5). Celui dans lequel les émissions ont le plus diminué relativement (de 20,8 %) est le secteur des déchets, suivi par les secteurs de l'agriculture, des procédés industriels et de l'utilisation de produits et de l'énergie. Au cours de la même période, les absorptions nettes de GES dans le secteur UTCATF ont augmenté de 80,4 %, passant de -1 014,14 Tg d'équivalent CO<sub>2</sub> à -1 829,83 Tg d'équivalent CO<sub>2</sub>.

20. Entre 2014 et 2015, les émissions provenant des secteurs de l'énergie, des procédés industriels et de l'utilisation de produits, et des déchets ont diminué de 1,3 %, 1,3 % et 0,1 %, respectivement. Celles provenant de l'agriculture ont augmenté de 0,3 %. Les absorptions nettes de GES dans le secteur UTCATF ont diminué de 2,6 %.

Figure 5

**Émissions et absorptions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, par secteur, en 1990 et 2015<sup>a</sup>**



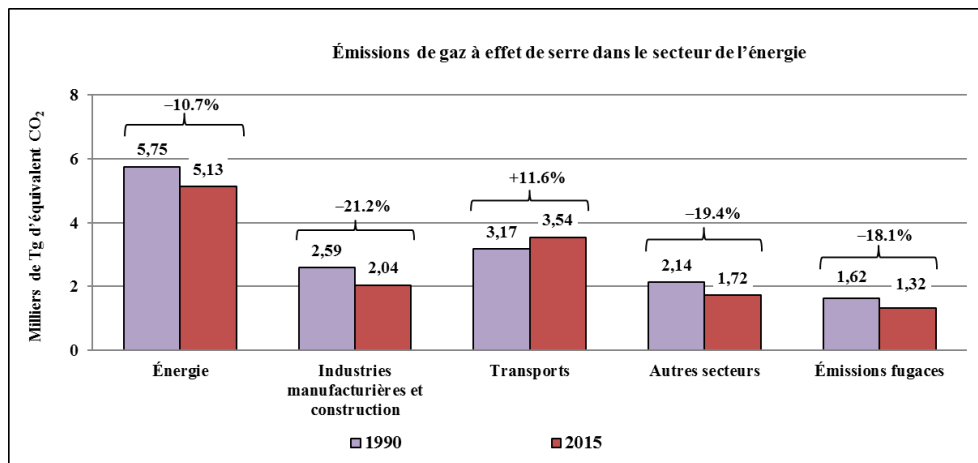
Abréviations : UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

<sup>a</sup> Le secteur « autres » n'est pas repris dans cette figure parce que sa contribution au total des émissions de GES était très faible. Les émissions de ce secteur ont augmenté de 2 % entre 1990 et 2015.

21. Dans le secteur de l'énergie, les émissions ont diminué de 1990 à 2015 dans tous les sous-secteurs, sauf ceux des transports, où les émissions ont augmenté de 11,6 % (voir la figure 6). Les industries manufacturières et la construction ont enregistré la plus forte baisse relative des émissions (de 21,2 %).

Figure 6

**Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I dans le secteur de l'énergie, en 1990 et 2015<sup>a</sup>**



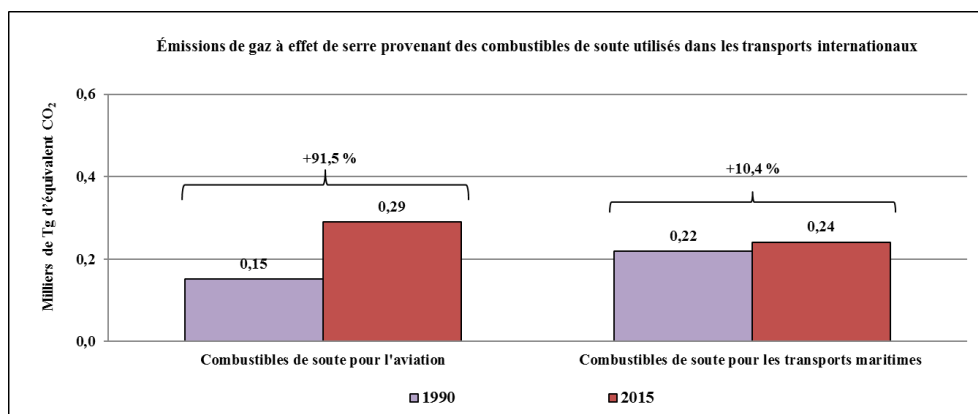
<sup>a</sup> Le secteur transport et stockage du CO<sub>2</sub> n'est pas repris dans cette figure parce que sa contribution au total des émissions de GES était très faible.

22. Entre 2014 et 2015, les émissions imputables au secteur de l'énergie et les émissions fugaces ont diminué, tandis que celles des industries manufacturières et de la construction, des transports et d'autres secteurs ont augmenté.

23. Au cours de la période 1990-2015, les émissions produites par les combustibles de soute utilisés dans les transports internationaux ont augmenté, de 91,5 % dans le cas de l'aviation et de 10,4 % dans celui des transports maritimes (voir la figure 7).

Figure 7

**Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports internationaux, en 1990 et 2015**



24. Entre 2014 et 2015, les émissions provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports internationaux ont augmenté de 2,6 % pour l'aviation et diminué de 1,4 % pour les transports maritimes.

25. On trouvera dans le tableau 4 une comparaison entre les variations en pourcentage du total des émissions globales, de 1990 à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles et sont communiquées par les Parties visées à l'annexe I dans les inventaires qu'elles ont soumis en 2016 et en 2017, ainsi qu'une explication des différences entre les estimations.

Tableau 4

**Comparaison de l'évolution du total des émissions globales de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, communiquées en 2016 et 2017**

	<i>Estimations de 2016</i>	<i>Estimations de 2017</i>	<i>Explication de la différence entre les estimations de 2016 et celles de 2017</i>
<b>Évolution du total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, de 1990 à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles (en pourcentage)</b>			
Ensemble des Parties visées à l'annexe I	-11,35	-12,88	La différence s'explique par plusieurs changements pour certaines Parties visées à l'annexe I.
Parties en transition visées à l'annexe I	-38,00	-38,34	Baisses des émissions entre 2014 et 2015 et données d'inventaire recalculées, par exemple pour le Bélarus, l'Estonie et l'Ukraine.
Autres Parties visées à l'annexe I	1,36	-0,68	Baisses des émissions entre 2014 et 2015 et données d'inventaire recalculées, par exemple pour l'Allemagne, le Canada et les États-Unis.
<b>Évolution du total des émissions globales de GES, secteur UTCATF compris, de 1990 à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles (en pourcentage)</b>			
Ensemble des Parties visées à l'annexe I	-15,85	-17,93	La différence s'explique par plusieurs changements pour certaines Parties visées à l'annexe I.
Parties en transition visées à l'annexe I	-47,99	-48,53	Baisses des émissions entre 2014 et 2015 et données d'inventaire recalculées, par exemple pour le Bélarus, la Lettonie et l'Ukraine.
Autres Parties visées à l'annexe I	0,66	-2,07	Baisses des émissions entre 2014 et 2015 et données d'inventaire recalculées, par exemple pour le Canada, les États-Unis et la Suède.

*Abréviations* : Parties en transition = Parties en transition sur le plan économique ; GES = gaz à effet de serre ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

#### D. Données relatives aux émissions des différentes Parties visées à l'annexe I

26. On trouvera dans les tableaux 5 à 17 des données détaillées sur les émissions de GES des différentes Parties visées à l'annexe I. Le total des émissions globales de GES, calculé en tenant compte ou en faisant abstraction des émissions et des absorptions dans le secteur UTCATF, est présenté dans les tableaux 5 et 6 ; les tableaux 7 à 12 fournissent des données sur les émissions de CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O (calculées en tenant compte ou en faisant abstraction des émissions et des absorptions dans le secteur UTCATF) ; le tableau 13 indique les émissions de HFC, PFC, SF<sub>6</sub>, MIX et NF<sub>3</sub> prises ensemble ; les tableaux 14 à 16 rendent compte des émissions et des absorptions dans le secteur UTCATF ; et le tableau 17 fournit des données sur les émissions indirectes de CO<sub>2</sub>.

27. La présence d'espaces laissés en blanc dans les tableaux signifie soit que les données correspondantes n'étaient pas disponibles au moment de l'établissement du présent document, soit que les Parties ont utilisé l'une des différentes mentions types pertinentes, à savoir « néant », « non estimées » (n.e.), « sans objet » (s.o.), « incluses ailleurs » (i.a.), ou « confidentielles » (c) pour les émissions considérées. Les valeurs négatives correspondent à des absorptions et les valeurs positives à des émissions.

28. Les variations des émissions au cours de la période 1990-2015 ont été calculées à partir des valeurs exactes (et non des valeurs arrondies) et elles peuvent donc différer du ratio calculé sur la base des chiffres arrondis présentés dans les tableaux. Le symbole (-) représente une variation en pourcentage dépassant 10 000 %.

Tableau 5

**Total des émissions globales d'origine anthropique de CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, HFC, PFC, SF<sub>6</sub>, MIX et NF<sub>3</sub> à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	419 843	484 842	537 159	525 792	533 283	27,0
Autriche	78 805	80 534	85 059	76 381	78 851	0,1
Bélarus <sup>a</sup>	136 915	81 283	93 883	93 661	89 608	-34,6
Belgique	146 294	149 480	132 437	114 079	117 443	-19,7
Bulgarie <sup>a, b</sup>	116 382	59 366	60 301	57 505	61 483	-47,2
Canada	611 001	738 186	700 838	727 158	721 801	18,1
Croatie <sup>a</sup>	31 154	25 255	27 329	23 049	23 502	-24,6
Chypre	5 622	8 326	9 574	8 424	8 431	50,0
Tchéquie <sup>a</sup>	195 827	148 225	138 626	125 839	127 127	-35,1
Danemark	70 493	71 313	64 261	51 801	49 321	-30,0
Estonie <sup>a</sup>	40 403	17 313	21 143	21 081	18 040	-55,3
Union européenne <sup>c</sup>	5 642 685	5 152 235	4 775 202	4 284 831	4 307 968	-23,7
Finlande	71 125	69 899	75 585	59 072	55 507	-22,0
France	550 068	555 748	516 766	460 077	463 650	-15,7
Allemagne	1 250 915	1 042 958	941 750	904 262	901 932	-27,9
Grèce	103 081	126 328	118 309	99 353	95 715	-7,1
Hongrie <sup>a, b</sup>	109 505	73 461	65 405	57 879	61 092	-44,2
Islande	3 556	3 884	4 669	4 472	4 557	28,2
Irlande	56 103	69 076	61 692	57 758	59 878	6,7
Italie	519 917	552 864	505 047	423 324	433 025	-16,7
Japon	1 268 259	1 385 047	1 303 702	1 361 930	1 322 568	4,3
Lettonie <sup>a</sup>	26 141	10 336	12 202	11 190	11 303	-56,8
Liechtenstein	229	248	230	202	199	-13,0
Lituanie <sup>a</sup>	48 041	19 600	20 782	19 869	20 096	-58,2
Luxembourg	12 730	9 617	12 150	10 756	10 269	-19,3
Malte	2 382	2 661	3 019	2 930	2 227	-6,5
Monaco	99	108	87	80	82	-17,7
Pays-Bas	220 751	219 378	213 922	187 373	195 039	-11,6
Nouvelle-Zélande	64 574	75 143	78 077	80 268	80 155	24,1
Norvège	51 729	54 639	55 233	53 331	53 908	4,2
Pologne <sup>a, b</sup>	570 371	390 597	406 973	382 969	385 843	-32,4
Portugal	59 403	82 291	69 292	64 196	68 741	15,7
Roumanie <sup>a, b</sup>	301 359	140 163	120 900	115 413	116 427	-61,4
Fédération de Russie <sup>a</sup>	3 767 792	2 273 166	2 601 180	2 645 819	2 651 212	-29,6
Slovaquie <sup>a</sup>	74 460	49 863	46 560	40 678	41 269	-44,6
Slovénie <sup>a, b</sup>	20 372	19 093	19 603	16 610	16 831	-17,4
Espagne	287 828	385 588	356 761	324 215	335 662	16,6
Suède	71 637	68 698	64 555	53 836	53 690	-25,1

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Suisse	53 357	52 365	54 370	48 620	48 038	-10,0
Turquie <sup>d</sup>	213 972	296 473	406 805	455 615	475 056	122,0
Ukraine <sup>a</sup>	962 203	427 315	413 316	368 317	322 927	-66,4
Royaume-Uni	796 816	713 092	615 675	526 370	506 765	-36,4
États-Unis	6 363 064	7 213 873	6 925 468	6 739 686	6 586 655	3,5
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						30
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						1
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						12

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 6

**Total des émissions globales d'origine anthropique de CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, HFC, PFC, SF<sub>6</sub>, MIX et NF<sub>3</sub>, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	579 348	551 257	562 037	526 816	525 565	-9,3
Autriche	66 666	64 307	79 172	71 496	74 027	11,0
Bélarus <sup>a</sup>	115 810	48 040	53 757	63 553	62 198	-46,3
Belgique	143 508	147 324	130 524	112 149	115 537	-19,5
Bulgarie <sup>a, b</sup>	100 994	49 756	50 694	50 370	54 608	-45,9
Canada	511 726	675 773	672 652	694 232	688 258	34,5
Croatie <sup>a</sup>	24 564	17 750	20 065	16 458	18 510	-24,6
Chypre	5 521	8 252	9 408	8 250	8 262	49,6
Tchéquie <sup>a</sup>	189 339	139 420	131 426	118 038	120 486	-36,4
Danemark	75 395	75 521	63 465	51 946	53 475	-29,1
Estonie <sup>a</sup>	38 668	13 917	19 219	19 326	15 681	-59,4
Union européenne <sup>c</sup>	5 410 922	4 851 379	4 454 971	3 975 426	4 003 114	-26,0
Finlande	58 453	48 189	48 288	30 736	29 516	-49,5
France	523 589	532 664	477 421	420 217	427 840	-18,3
Allemagne	1 219 604	1 004 997	925 382	889 385	887 352	-27,2
Grèce	100 903	124 216	114 984	98 910	92 575	-8,3
Hongrie <sup>a, b</sup>	107 698	72 694	60 854	52 518	54 580	-49,3
Islande	13 690	14 023	15 005	14 794	14 831	8,3
Irlande	61 900	75 014	65 862	62 398	64 192	3,7
Italie	516 662	536 621	473 438	388 987	396 806	-23,2

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Japon	1 204 804	1 296 238	1 233 611	1 296 815	1 261 628	4,7
Lettonie <sup>a</sup>	17 354	3 641	14 221	15 533	12 680	-26,9
Liechtenstein	233	270	251	216	208	-10,7
Lituanie <sup>a</sup>	44 529	9 780	10 881	12 537	13 391	-69,9
Luxembourg	12 779	8 915	11 997	10 300	9 864	-22,8
Malte	2 385	2 664	3 021	2 933	2 230	-6,5
Monaco	99	108	87	80	82	-17,7
Pays-Bas	226 811	225 423	220 057	194 048	201 749	-11,0
Nouvelle-Zélande	34 451	42 774	47 463	56 472	56 373	63,6
Norvège	41 279	31 153	29 362	28 582	29 589	-28,3
Pologne <sup>a, b</sup>	553 564	359 134	376 249	350 801	356 998	-35,5
Portugal	61 245	77 204	58 381	54 498	60 275	-1,6
Roumanie <sup>a, b</sup>	285 032	117 345	102 403	97 155	98 169	-65,6
Fédération de Russie <sup>a</sup>	3 930 043	1 920 867	2 020 883	2 076 025	2 132 231	-45,7
Slovaquie <sup>a</sup>	65 469	40 144	40 547	34 556	34 841	-46,8
Slovénie <sup>a, b</sup>	15 573	12 977	12 803	10 903	11 202	-28,1
Espagne	262 684	348 018	318 328	284 839	296 890	13,0
Suède	34 933	30 775	16 513	8 660	3 177	-90,9
Suisse	53 078	57 383	53 117	47 784	47 144	-11,2
Turquie <sup>d</sup>	183 753	260 265	359 980	396 100	411 035	123,7
Ukraine <sup>a</sup>	910 319	388 771	382 883	355 237	308 203	-66,1
Royaume-Uni	802 516	713 583	609 854	518 944	499 397	-37,8
États-Unis	5 543 467	6 461 499	6 208 268	5 978 327	5 827 723	5,1
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						33
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						10

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.



Tableau 7

**Total des émissions de CO<sub>2</sub> d'origine anthropique, à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	278 353	349 984	406 811	393 572	402 160	44,5
Autriche	62 293	66 346	72 547	64 204	66 724	7,1
Bélarus <sup>a</sup>	100 663	53 951	62 301	61 317	57 024	-43,4
Belgique	120 166	126 522	113 351	96 540	100 249	-16,6
Bulgarie <sup>a, b</sup>	89 374	45 160	47 758	45 188	48 294	-46,0
Canada	463 497	570 000	553 721	572 728	568 094	22,6
Croatie <sup>a</sup>	23 390	19 789	21 204	17 777	17 919	-23,4
Chypre	4 621	7 096	8 005	6 878	6 860	48,4
Tchéquie <sup>a</sup>	161 650	125 788	116 159	102 799	103 770	-35,8
Danemark	54 883	55 629	50 689	38 779	36 449	-33,6
Estonie <sup>a</sup>	37 069	15 363	19 015	18 910	15 885	-57,1
Union européenne <sup>c</sup>	4 457 424	4 162 646	3 930 649	3 468 723	3 498 051	-21,5
Finlande	56 949	57 026	64 007	47 757	44 382	-22,1
France	401 974	417 896	392 652	337 606	342 459	-14,8
Allemagne	1 052 247	899 286	832 437	794 829	792 054	-24,7
Grèce	83 375	102 982	97 343	78 658	74 963	-10,1
Hongrie <sup>a, b</sup>	85 565	58 545	52 217	44 034	46 778	-45,3
Islande	2 158	2 768	3 437	3 296	3 369	56,1
Irlande	32 841	45 193	41 630	36 633	38 393	16,9
Italie	434 968	466 241	425 304	347 071	357 199	-17,9
Japon	1 157 165	1 275 777	1 215 011	1 266 601	1 225 239	5,9
Lettonie <sup>a</sup>	19 781	7 073	8 530	7 151	7 239	-63,4
Liechtenstein	199	217	191	161	160	-19,7
Lituanie <sup>a</sup>	35 807	11 806	13 713	12 874	13 142	-63,3
Luxembourg	11 812	8 673	11 185	9 797	9 306	-21,2
Malte	2 171	2 418	2 638	2 481	1 757	-19,1
Monaco	95	98	75	69	69	-27,9
Pays-Bas	162 271	171 650	182 546	158 043	165 127	1,8
Nouvelle-Zélande	25 429	32 359	35 018	35 585	35 911	41,2
Norvège	35 704	42 202	45 838	43 966	44 664	25,1
Pologne <sup>a, b</sup>	470 886	317 099	332 132	307 602	310 639	-34,0
Portugal	45 371	65 683	52 616	47 741	52 017	14,6
Roumanie <sup>a, b</sup>	208 314	92 958	82 266	77 196	78 013	-62,6
Fédération de Russie <sup>a</sup>	2 589 896	1 504 293	1 663 338	1 671 083	1 670 809	-35,5
Slovaquie <sup>a</sup>	61 935	41 266	38 536	33 442	33 817	-45,4
Slovénie <sup>a, b</sup>	16 650	15 430	16 361	13 513	13 598	-18,3
Espagne	231 310	311 934	284 367	254 637	271 726	17,5
Suède	57 548	54 727	53 024	43 255	43 346	-24,7

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Suisse	44 171	43 607	45 053	39 269	38 751	-12,3
Turquie <sup>d</sup>	148 195	227 719	322 057	359 220	383 427	158,7
Ukraine <sup>a</sup>	706 202	279 514	293 479	256 178	223 081	-68,4
Royaume-Uni	595 297	560 582	507 470	433 371	415 721	-30,2
États-Unis	5 123 043	6 001 356	5 699 930	5 565 495	5 411 409	5,6
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						29
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						14

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 8

**Total des émissions de CO<sub>2</sub> d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	418 476	399 175	414 665	378 270	380 320	-9,1
Autriche	49 986	49 961	66 505	59 164	61 744	23,5
Bélarus <sup>a</sup>	79 536	20 680	22 153	31 186	29 501	-62,9
Belgique	117 367	124 302	111 310	94 440	98 162	-16,4
Bulgarie <sup>a, b</sup>	73 918	35 259	38 055	37 978	41 326	-44,1
Canada	362 417	505 544	524 434	538 416	533 148	47,1
Croatie <sup>a</sup>	16 763	12 088	13 864	11 109	12 827	-23,5
Chypre	4 521	7 013	7 838	6 705	6 691	48,0
Tchéquie <sup>a</sup>	155 024	116 860	108 791	94 912	97 034	-37,4
Danemark	59 739	59 775	49 814	38 837	40 509	-32,2
Estonie <sup>a</sup>	35 333	11 963	17 085	17 148	13 519	-61,7
Union européenne <sup>c</sup>	4 205 706	3 840 910	3 591 665	3 140 845	3 174 427	-24,5
Finlande	41 466	32 679	34 449	17 230	16 205	-60,9
France	372 167	390 861	349 902	294 543	303 372	-18,5
Allemagne	1 019 229	859 653	814 391	778 240	775 753	-23,9
Grèce	81 130	100 643	93 992	78 196	71 803	-11,5
Hongrie <sup>a, b</sup>	83 711	57 687	47 605	38 600	40 195	-52,0
Islande	9 862	10 501	11 434	11 295	11 323	14,8
Irlande	38 283	50 653	45 008	40 619	42 060	9,9
Italie	429 383	448 393	392 706	311 813	320 136	-25,4

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Japon	1 093 427	1 186 712	1 144 690	1 201 240	1 164 070	6,5
Lettonie <sup>a</sup>	10 114	-557	9 596	10 413	7 535	-25,5
Liechtenstein	202	238	211	175	167	-17,1
Lituanie <sup>a</sup>	31 769	1 606	3 388	5 082	5 974	-81,2
Luxembourg	11 839	7 950	11 015	9 327	8 888	-24,9
Malte	2 174	2 421	2 640	2 484	1 760	-19,0
Monaco	95	98	75	68	69	-27,8
Pays-Bas	168 326	177 632	188 575	164 594	171 708	2,0
Nouvelle-Zélande	-4 964	-297	4 142	11 595	11 947	-340,7
Norvège	24 805	18 223	19 440	18 687	19 812	-20,1
Pologne <sup>a, b</sup>	453 865	285 220	300 746	274 313	280 666	-38,2
Portugal	46 260	59 684	41 006	37 645	43 044	-7,0
Roumanie <sup>a, b</sup>	190 747	68 414	61 926	57 093	57 911	-69,6
Fédération de Russie <sup>a</sup>	2 720 461	1 116 200	1 048 195	1 066 450	1 115 129	-59,0
Slovaquie <sup>a</sup>	52 857	31 496	32 484	27 276	27 343	-48,3
Slovénie <sup>a, b</sup>	11 799	9 263	9 517	7 769	7 934	-32,8
Espagne	205 562	273 613	245 538	214 937	232 462	13,1
Suède	19 193	15 078	3 031	-3 933	-9 166	-147,8
Suisse	43 776	48 532	43 713	38 346	37 771	-13,7
Turquie <sup>d</sup>	117 966	191 504	275 231	299 705	319 406	170,8
Ukraine <sup>a</sup>	654 090	240 496	262 556	242 667	207 937	-68,2
Royaume-Uni	598 520	558 790	499 940	424 353	406 808	-32,0
États-Unis	4 292 807	5 228 174	4 970 220	4 784 422	4 632 757	7,9
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						33
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						10

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 9

**Total des émissions de CH<sub>4</sub> d'origine anthropique, à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	119 920	112 818	102 430	100 911	100 895	-15,9
Autriche	10 514	8 447	7 211	6 650	6 575	-37,5
Bélarus <sup>a</sup>	19 704	15 162	17 888	18 485	19 064	-3,3
Belgique	12 223	10 991	8 758	8 147	8 074	-33,9
Bulgarie <sup>a, b</sup>	16 869	10 159	7 739	7 387	7 314	-56,6
Canada	93 532	117 998	99 750	104 775	102 400	9,5
Croatie <sup>a</sup>	3 744	2 888	3 415	3 227	3 431	-8,4
Chypre	692	843	914	868	877	26,7
Tchéquie <sup>a</sup>	23 451	15 221	14 243	13 628	13 694	-41,6
Danemark	7 663	7 946	7 384	6 983	6 884	-10,2
Estonie <sup>a</sup>	1 910	1 239	1 196	1 106	1 059	-44,5
Union européenne <sup>c</sup>	728 408	606 472	492 178	458 434	456 014	-37,4
Finlande	7 746	6 614	5 373	4 919	4 875	-37,1
France	70 059	70 788	63 233	60 277	59 352	-15,3
Allemagne	120 293	87 736	58 260	56 009	55 616	-53,8
Grèce	10 907	11 629	10 973	10 313	10 218	-6,3
Hongrie <sup>a, b</sup>	12 544	8 923	8 067	7 703	7 626	-39,2
Islande	523	564	590	553	556	6,2
Irlande	14 803	14 292	11 981	12 881	13 263	-10,4
Italie	54 242	53 067	48 694	44 225	43 212	-20,3
Japon	44 223	37 666	34 855	32 068	31 295	-29,2
Lettonie <sup>a</sup>	3 539	1 848	1 836	1 957	1 884	-46,8
Liechtenstein	20	17	20	20	19	-0,2
Lituanie <sup>a</sup>	6 954	3 840	3 661	3 433	3 376	-51,4
Luxembourg	635	626	633	615	621	-2,1
Malte	155	174	180	172	178	14,9
Monaco	2	2	3	3	3	46,1
Pays-Bas	32 316	25 090	20 116	18 784	19 001	-41,2
Nouvelle-Zélande	32 522	35 297	34 047	34 800	34 192	5,1
Norvège	5 800	5 704	5 398	5 318	5 192	-10,5
Pologne <sup>a, b</sup>	70 015	49 388	48 178	46 595	47 176	-32,6
Portugal	10 201	12 105	11 346	10 703	10 812	6,0
Roumanie <sup>a, b</sup>	70 196	36 118	30 047	29 748	29 592	-57,8
Fédération de Russie <sup>a</sup>	942 071	632 746	824 939	856 297	864 062	-8,3
Slovaquie <sup>a</sup>	7 199	5 355	4 531	4 216	4 352	-39,5
Slovénie <sup>a, b</sup>	2 556	2 459	2 180	1 981	2 037	-20,3
Espagne	35 169	41 585	39 226	37 482	38 352	9,1
Suède	7 640	7 051	5 508	4 977	4 872	-36,2

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Suisse	6 102	5 396	5 276	5 121	5 086	-16,7
Turquie <sup>d</sup>	41 244	42 288	51 219	56 834	51 439	24,7
Ukraine <sup>a</sup>	190 681	119 169	87 580	71 891	62 487	-67,2
Royaume-Uni	135 331	111 020	68 226	54 358	52 590	-61,1
États-Unis	780 795	704 214	692 119	659 141	655 718	-16,0
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						33
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						1
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						9

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 10

**Total des émissions de CH<sub>4</sub> d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	132 681	123 832	112 290	110 474	109 553	-17,4
Autriche	10 538	8 471	7 235	6 674	6 599	-37,4
Bélarus <sup>a</sup>	19 712	15 171	17 893	18 492	19 120	-3,0
Belgique	12 224	10 991	8 758	8 147	8 074	-33,9
Bulgarie <sup>a, b</sup>	16 871	10 294	7 754	7 389	7 326	-56,6
Canada	94 796	119 456	100 520	105 763	103 400	9,1
Croatie <sup>a</sup>	3 745	2 985	3 417	3 227	3 445	-8,0
Chypre	692	848	915	868	877	26,8
Tchéquie <sup>a</sup>	23 568	15 329	14 393	13 702	13 776	-41,5
Danemark	7 682	7 981	7 435	7 040	6 944	-9,6
Estonie <sup>a</sup>	1 910	1 240	1 196	1 107	1 059	-44,5
Union européenne <sup>c</sup>	735 276	613 795	497 586	463 301	461 059	-37,3
Finlande	9 285	7 963	6 351	5 840	5 795	-37,6
France	71 007	72 454	64 415	61 349	60 462	-14,8
Allemagne	121 169	88 608	59 127	56 874	56 483	-53,4
Grèce	10 969	11 835	10 989	10 322	10 229	-6,7
Hongrie <sup>a, b</sup>	12 568	8 949	8 077	7 720	7 644	-39,2
Islande	2 886	2 897	2 850	2 795	2 795	-3,1
Irlande	15 030	14 577	12 470	13 261	13 634	-9,3
Italie	55 759	54 001	49 048	44 561	43 500	-22,0

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Japon	44 296	37 733	34 915	32 145	31 354	-29,2
Lettonie <sup>a</sup>	3 843	2 186	2 145	2 333	2 257	-41,3
Liechtenstein	20	17	20	20	19	-0,2
Lituanie <sup>a</sup>	6 957	3 844	3 662	3 436	3 378	-51,4
Luxembourg	635	626	633	615	621	-2,1
Malte	155	174	180	172	178	14,9
Monaco	2	2	3	3	3	46,1
Pays-Bas	32 317	25 091	20 117	18 785	19 001	-41,2
Nouvelle-Zélande	32 615	35 384	34 157	34 880	34 271	5,1
Norvège	5 940	5 848	5 547	5 467	5 341	-10,1
Pologne <sup>a, b</sup>	70 059	49 420	48 210	46 630	47 210	-32,6
Portugal	10 565	12 510	11 642	10 744	10 953	3,7
Roumanie <sup>a, b</sup>	70 196	36 121	30 047	29 749	29 593	-57,8
Fédération de Russie <sup>a</sup>	963 253	653 063	847 730	878 937	886 627	-8,0
Slovaquie <sup>a</sup>	7 206	5 366	4 546	4 233	4 369	-39,4
Slovénie <sup>a, b</sup>	2 556	2 459	2 181	1 981	2 038	-20,3
Espagne	35 477	41 871	39 310	37 556	38 522	8,6
Suède	8 102	7 521	5 998	5 506	5 374	-33,7
Suisse	6 132	5 411	5 289	5 134	5 099	-16,8
Turquie <sup>d</sup>	41 244	42 288	51 219	56 834	51 439	24,7
Ukraine <sup>a</sup>	190 692	119 176	87 611	71 926	62 538	-67,2
Royaume-Uni	135 347	111 052	68 266	54 390	52 617	-61,1
États-Unis	787 540	716 259	699 065	670 430	667 014	-15,3
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						34
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						1
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						8

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 11

**Total des émissions de N<sub>2</sub>O d'origine anthropique, à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	15 327	18 949	19 348	20 199	18 443	20,3
Autriche	4 342	4 354	3 399	3 507	3 517	-19,0
Bélarus <sup>a</sup>	16 548	12 170	13 692	13 856	13 517	-18,3
Belgique	10 139	10 246	7 606	6 154	5 966	-41,2
Bulgarie <sup>a, b</sup>	10 135	4 007	4 129	3 828	4 704	-53,6
Canada	42 217	39 545	37 293	38 138	38 901	-7,9
Croatie <sup>a</sup>	2 769	2 419	2 322	1 625	1 728	-37,6
Chypre	309	362	374	318	335	8,4
Tchéquie <sup>a</sup>	10 643	6 830	5 747	6 082	6 113	-42,6
Danemark	7 904	6 949	5 161	5 162	5 202	-34,2
Estonie <sup>a</sup>	1 424	630	755	845	871	-38,8
Union européenne <sup>c</sup>	384 989	305 220	239 234	235 047	235 992	-38,7
Finlande	6 377	5 660	4 696	4 653	4 659	-26,9
France	66 192	55 037	41 932	41 647	41 442	-37,4
Allemagne	64 989	43 088	36 794	38 590	39 078	-39,9
Grèce	7 423	6 329	5 469	4 485	4 506	-39,3
Hongrie <sup>a, b</sup>	11 020	5 367	3 809	4 224	4 309	-60,9
Islande	378	358	319	340	320	-15,5
Irlande	8 423	8 635	7 070	7 049	7 079	-16,0
Italie	26 949	29 347	19 537	18 153	18 203	-32,5
Japon	31 518	29 561	22 318	20 945	20 830	-33,9
Lettonie <sup>a</sup>	2 822	1 405	1 674	1 868	1 942	-31,2
Liechtenstein	11	10	10	10	10	-9,7
Lituanie <sup>a</sup>	5 280	3 931	3 144	3 106	3 094	-41,4
Luxembourg	283	286	271	268	266	-6,0
Malte	56	61	54	46	45	-20,6
Monaco	2	3	4	4	4	128,4
Pays-Bas	17 687	15 711	8 126	8 065	8 332	-52,9
Nouvelle-Zélande	5 693	7 153	7 783	8 401	8 452	48,5
Norvège	4 231	3 940	2 622	2 578	2 617	-38,1
Pologne <sup>a, b</sup>	29 322	22 533	19 708	19 790	18 989	-35,2
Portugal	3 831	4 204	3 377	3 179	3 192	-16,7
Roumanie <sup>a, b</sup>	18 402	9 333	7 535	7 038	7 126	-61,3
Fédération de Russie <sup>a</sup>	183 378	98 744	94 890	90 105	90 440	-50,7
Slovaquie <sup>a</sup>	5 012	3 109	2 851	2 340	2 343	-53,3
Slovénie <sup>a, b</sup>	924	1 012	774	758	819	-11,3
Espagne	17 082	19 721	15 895	15 986	16 108	-5,7
Suède	5 773	5 796	4 823	4 666	4 608	-20,2

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Suisse	2 829	2 547	2 496	2 400	2 352	-16,9
Turquie <sup>d</sup>	23 841	25 092	28 794	32 740	33 280	39,6
Ukraine <sup>a</sup>	65 085	28 496	31 471	39 371	36 570	-43,8
Royaume-Uni	48 865	29 191	22 493	21 905	21 705	-55,6
États-Unis	359 547	361 923	370 497	335 482	334 814	-6,9
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						38
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						5

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.



Tableau 12

**Total des émissions de N<sub>2</sub>O d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	21 949	25 160	26 512	26 962	23 906	8,9
Autriche	4 485	4 488	3 531	3 638	3 650	-18,6
Bélarus <sup>a</sup>	16 561	12 188	13 708	13 872	13 574	-18,0
Belgique	10 151	10 310	7 734	6 324	6 147	-39,4
Bulgarie <sup>a, b</sup>	10 202	4 163	4 209	3 901	4 785	-53,1
Canada	42 758	40 129	37 625	38 536	39 305	-8,1
Croatie <sup>a</sup>	2 805	2 517	2 397	1 701	1 814	-35,3
Chypre	309	366	375	318	335	8,4
Tchéquie <sup>a</sup>	10 663	6 845	5 765	6 094	6 126	-42,6
Danemark	7 931	6 976	5 188	5 192	5 236	-34,0
Estonie <sup>a</sup>	1 425	632	761	852	878	-38,4
Union européenne <sup>c</sup>	398 077	318 777	252 579	248 652	249 717	-37,3
Finlande	7 649	6 948	5 979	5 922	5 925	-22,5
France	68 573	57 323	44 155	43 778	43 609	-36,4
Allemagne	65 819	43 890	37 602	39 437	39 933	-39,3
Grèce	7 429	6 350	5 479	4 494	4 515	-39,2
Hongrie <sup>a, b</sup>	11 041	5 432	3 860	4 280	4 361	-60,5
Islande	445	431	399	421	402	-9,8
Irlande	8 552	8 829	7 372	7 325	7 355	-14,0
Italie	27 761	30 018	20 172	18 737	18 759	-32,4
Japon	31 727	29 751	22 488	21 116	21 000	-33,8
Lettonie <sup>a</sup>	3 398	2 002	2 318	2 573	2 651	-22,0
Liechtenstein	11	10	10	10	10	-8,5
Lituanie <sup>a</sup>	5 803	4 307	3 566	3 563	3 555	-38,7
Luxembourg	304	307	288	282	279	-8,2
Malte	56	61	54	46	45	-20,6
Monaco	2	3	4	4	4	127,6
Pays-Bas	17 693	15 773	8 232	8 188	8 461	-52,2
Nouvelle-Zélande	5 870	7 354	7 934	8 515	8 554	45,7
Norvège	4 541	4 288	3 001	2 959	3 001	-33,9
Pologne <sup>a, b</sup>	29 492	22 916	20 338	20 876	20 083	-31,9
Portugal	4 420	4 711	3 781	3 535	3 559	-19,5
Roumanie <sup>a, b</sup>	19 643	11 056	9 378	8 881	8 969	-54,3
Fédération de Russie <sup>a</sup>	193 880	114 221	106 945	102 304	104 575	-46,1
Slovaquie <sup>a</sup>	5 091	3 149	2 875	2 368	2 371	-53,4
Slovénie <sup>a, b</sup>	975	1 063	818	795	854	-12,4
Espagne	17 378	20 186	16 205	16 238	16 431	-5,5
Suède	6 964	7 053	6 284	6 150	6 106	-12,3
Suisse	2 916	2 624	2 570	2 475	2 425	-16,8

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Turquie <sup>d</sup>	23 851	25 099	28 794	32 740	33 280	39,5
Ukraine <sup>a</sup>	65 301	28 963	31 930	39 768	36 939	-43,4
Royaume-Uni	51 326	31 442	24 162	23 464	23 223	-54,8
États-Unis	363 441	370 686	376 060	343 906	343 237	-5,6
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						38
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						5

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 13

**Total des émissions globales de HFC, de PFC, de SF<sub>6</sub>, de MIX et de NF<sub>3</sub> d'origine anthropique en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	6 243	3 091	8 570	11 109	11 786	88,8
Autriche	1 656	1 387	1 901	2 020	2 034	22,9
Bélarus <sup>a</sup>		0	2	2	3	
Belgique	3 766	1 720	2 722	3 238	3 155	-16,2
Bulgarie <sup>a, b</sup>	3	40	676	1 101	1 171	-
Canada	11 755	10 644	10 074	11 517	12 406	5,5
Croatie <sup>a</sup>	1 251	160	388	420	425	-66,0
Chypre	0	25	281	359	359	-
Tchéquie <sup>a</sup>	84	386	2 477	3 330	3 550	4 120,9
Danemark	42	789	1 027	877	785	1 751,4
Estonie <sup>a</sup>		82	177	220	225	
Union européenne <sup>c</sup>	71 863	77 898	113 141	122 628	117 911	64,1
Finlande	53	599	1 508	1 744	1 592	2 919,3
France	11 843	12 027	18 948	20 548	20 397	72,2
Allemagne	13 386	12 847	14 260	14 834	15 183	13,4
Grèce	1 376	5 388	4 524	5 898	6 027	338,0
Hongrie <sup>a, b</sup>	377	626	1 312	1 918	2 380	530,8
Islande	496	194	322	283	312	-37,1
Irlande	35	955	1 012	1 194	1 143	3 143,4
Italie	3 758	4 209	11 512	13 876	14 411	283,4
Japon	35 354	42 042	31 518	42 315	45 204	27,9
Lettonie <sup>a</sup>		10	162	214	237	
Liechtenstein	0	4	10	11	10	-

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Lituanie <sup>a</sup>		23	266	456	484	
Luxembourg	1	32	60	76	76	8 563,9
Malte	0	8	147	231	247	-
Monaco	0	4	4	5	6	2 476,0
Pays-Bas	8 476	6 927	3 134	2 480	2 579	-69,6
Nouvelle-Zélande	930	334	1 230	1 482	1 600	72,1
Norvège	5 993	2 793	1 375	1 469	1 435	-76,1
Pologne <sup>a, b</sup>	147	1 578	6 955	8 982	9 039	6 038,3
Portugal		299	1 953	2 573	2 719	
Roumanie <sup>a, b</sup>	4 447	1 754	1 052	1 431	1 696	-61,9
Fédération de Russie <sup>a</sup>	52 448	37 383	18 013	28 334	25 901	-50,6
Slovaquie <sup>a</sup>	315	133	642	679	758	140,6
Slovénie <sup>a, b</sup>	243	192	287	359	377	55,0
Espagne	4 268	12 348	17 274	16 109	9 475	122,0
Suède	675	1 123	1 200	938	863	27,9
Suisse	254	816	1 545	1 830	1 849	629,4
Turquie <sup>d</sup>	693	1 374	4 736	6 821	6 910	897,5
Ukraine <sup>a</sup>	236	136	786	876	790	235,0
Royaume-Uni	17 322	12 299	17 486	16 737	16 749	-3,3
États-Unis	99 679	146 381	162 923	179 569	184 714	85,3
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						8
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						30

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 14

**Émissions et absorptions nettes de CO<sub>2</sub> d'origine anthropique dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	140 123	49 191	7 854	-15 302	-21 839	-115,6
Autriche	-12 307	-16 384	-6 042	-5 040	-4 980	-59,5
Bélarus <sup>a</sup>	-21 127	-33 271	-40 148	-30 131	-27 523	30,3
Belgique	-2 799	-2 220	-2 041	-2 100	-2 087	-25,4
Bulgarie <sup>a, b</sup>	-15 457	-9 901	-9 703	-7 211	-6 968	-54,9
Canada	-101 080	-64 456	-29 287	-34 312	-34 946	-65,4
Croatie <sup>a</sup>	-6 627	-7 701	-7 340	-6 668	-5 092	-23,2

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Chypre	-100	-83	-167	-174	-168	67,6
Tchéquie <sup>a</sup>	-6 626	-8 928	-7 368	-7 887	-6 735	1,7
Danemark	4 856	4 146	-874	58	4 060	-16,4
Estonie <sup>a</sup>	-1 737	-3 399	-1 930	-1 762	-2 366	36,3
Union européenne <sup>c</sup>	-251 718	-321 736	-338 985	-327 877	-323 624	28,6
Finlande	-15 483	-24 346	-29 558	-30 527	-28 177	82,0
France	-29 807	-27 035	-42 750	-43 063	-39 087	31,1
Allemagne	-33 018	-39 633	-18 045	-16 589	-16 301	-50,6
Grèce	-2 246	-2 339	-3 351	-462	-3 160	40,7
Hongrie <sup>a, b</sup>	-1 854	-858	-4 612	-5 434	-6 583	255,0
Islande	7 704	7 733	7 996	8 000	7 954	3,2
Irlande	5 442	5 461	3 378	3 986	3 667	-32,6
Italie	-5 585	-17 848	-32 598	-35 258	-37 063	563,6
Japon	-63 737	-89 065	-70 321	-65 361	-61 169	-4,0
Lettonie <sup>a</sup>	-9 667	-7 630	1 067	3 262	296	-103,1
Liechtenstein	3	22	21	13	8	147,2
Lituanie <sup>a</sup>	-4 038	-10 200	-10 325	-7 792	-7 168	77,5
Luxembourg	27	-723	-170	-470	-418	-1 648,7
Malte	3	3	2	3	3	5,6
Monaco	0	0	0	0	0	-646,9
Pays-Bas	6 054	5 982	6 029	6 551	6 581	8,7
Nouvelle-Zélande	-30 393	-32 656	-30 875	-23 990	-23 964	-21,2
Norvège	-10 900	-23 979	-26 398	-25 279	-24 853	128,0
Pologne <sup>a, b</sup>	-17 021	-31 878	-31 386	-33 289	-29 973	76,1
Portugal	888	-5 999	-11 609	-10 095	-8 973	-1 110,3
Roumanie <sup>a, b</sup>	-17 568	-24 544	-20 340	-20 102	-20 102	14,4
Fédération de Russie <sup>a</sup>	130 566	-388 092	-615 143	-604 633	-555 681	-525,6
Slovaquie <sup>a</sup>	-9 078	-9 770	-6 052	-6 166	-6 474	-28,7
Slovénie <sup>a, b</sup>	-4 850	-6 167	-6 843	-5 744	-5 664	16,8
Espagne	-25 748	-38 320	-38 829	-39 701	-39 264	52,5
Suède	-38 356	-39 649	-49 993	-47 188	-52 512	36,9
Suisse	-395	4 925	-1 340	-923	-981	148,3
Turquie <sup>d</sup>	-30 229	-36 215	-46 826	-59 515	-64 021	111,8
Ukraine <sup>a</sup>	-52 111	-39 018	-30 923	-13 511	-15 144	-70,9
Royaume-Uni	3 223	-1 792	-7 530	-9 018	-8 913	-376,6
États-Unis	-830 236	-773 182	-729 710	-781 073	-778 652	-6,2
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						20
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						23

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 15

**Émissions de CH<sub>4</sub> d'origine anthropique dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	12 760	11 014	9 860	9 563	8 658	-32,2
Autriche	24	24	24	24	24	-0,6
Bélarus <sup>a</sup>	8	9	5	7	56	609,5
Belgique	1	0				
Bulgarie <sup>a, b</sup>	1	135	15	2	13	1 088,2
Canada	1 264	1 459	770	988	1 000	-20,9
Croatie <sup>a</sup>	1	97	2	0	14	1034,9
Chypre	0	6	1	0	0	103,6
Tchéquie <sup>a</sup>	117	108	150	73	82	-30,2
Danemark	19	35	51	58	60	218,6
Estonie <sup>a</sup>	0	1	0	0	0	-82,2
Union européenne <sup>c</sup>	6 867	7 323	5 408	4 867	5 044	-26,5
Finlande	1 539	1 349	978	921	920	-40,2
France	947	1 666	1 182	1 072	1 110	17,2
Allemagne	876	871	868	865	867	-1,0
Grèce	62	207	16	9	11	-82,7
Hongrie <sup>a, b</sup>	25	26	9	17	18	-27,3
Islande	2 362	2 334	2 260	2 241	2 239	-5,2
Irlande	227	284	490	379	371	63,7
Italie	1 518	934	354	336	288	-81,0
Japon	73	67	60	76	59	-18,6
Lettonie <sup>a</sup>	304	338	308	376	373	22,7
Liechtenstein						
Lituanie <sup>a</sup>	3	4	1	3	1	-49,9
Luxembourg						
Malte						
Monaco						
Pays-Bas	0	0	0	0	0	33,9
Nouvelle-Zélande	93	87	110	80	79	-14,9
Norvège	140	145	148	149	149	6,4
Pologne <sup>a, b</sup>	44	33	32	35	34	-22,7
Portugal	364	405	295	41	141	-61,3
Roumanie <sup>a, b</sup>	0	3	0	1	1	1 179,2
Fédération de Russie <sup>a</sup>	21 183	20 317	22 792	22 640	22 565	6,5

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Slovaquie <sup>a</sup>	7	11	15	17	17	125,8
Slovénie <sup>a, b</sup>		0	0	0	0	
Espagne	308	285	84	74	170	-44,8
Suède	462	470	491	528	502	8,6
Suisse	29	15	13	13	13	-54,8
Turquie <sup>d</sup>	0	0	0	0	0	-71,3
Ukraine <sup>a</sup>	11	7	31	34	51	348,4
Royaume-Uni	17	32	40	32	26	59,0
États-Unis	6 746	12 045	6 946	11 290	11 296	67,5
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						19
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						1
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						17

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 16

**Émissions de N<sub>2</sub>O d'origine anthropique dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015**

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie	6 622	6 211	7 164	6 763	5 464	-17,5
Autriche	144	134	131	131	132	-7,9
Bélarus <sup>a</sup>	14	19	16	16	57	312,7
Belgique	12	64	127	170	181	1 364,0
Bulgarie <sup>a, b</sup>	68	156	81	73	80	18,9
Canada	541	585	332	398	403	-25,4
Croatie <sup>a</sup>	37	99	75	76	86	135,2
Chypre	0	4	0	0	0	116,5
Tchéquie <sup>a</sup>	21	15	18	12	13	-37,6
Danemark	27	27	27	29	34	24,4
Estonie <sup>a</sup>	1	1	6	7	7	358,3
Union européenne <sup>c</sup>	13 088	13 557	13 345	13 605	13 725	4,9
Finlande	1 271	1 288	1 283	1 269	1 266	-0,4
France	2 381	2 285	2 222	2 131	2 167	-9,0
Allemagne	830	801	809	847	855	2,9
Grèce	6	22	10	9	9	51,5
Hongrie <sup>a, b</sup>	21	65	51	55	53	146,9

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Islande	67	72	80	81	82	22,2
Irlande	128	194	302	276	276	114,8
Italie	812	672	635	585	556	-31,5
Japon	209	189	169	171	170	-18,6
Lettonie <sup>a</sup>	576	597	644	705	708	23,0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	34,5
Lituanie <sup>a</sup>	523	376	422	457	461	-11,9
Luxembourg	21	21	17	14	13	-37,1
Malte						
Monaco	0	0	0	0	0	17,4
Pays-Bas	6	62	106	123	130	2 126,4
Nouvelle-Zélande	177	201	151	114	102	-42,4
Norvège	310	347	379	381	384	23,8
Pologne <sup>a, b</sup>	170	383	630	1 085	1 094	542,2
Portugal	589	507	404	356	367	-37,7
Roumanie <sup>a, b</sup>	1 241	1 723	1 843	1 843	1 843	48,5
Fédération de Russie <sup>a</sup>	10 502	15 477	12 055	12 199	14 135	34,6
Slovaquie <sup>a</sup>	80	40	25	28	29	-64,1
Slovénie <sup>a, b</sup>	51	51	43	37	35	-31,0
Espagne	296	466	311	251	322	8,7
Suède	1 190	1 257	1 461	1 483	1 497	25,8
Suisse	87	78	74	74	74	-15,3
Turquie <sup>d</sup>	10	7	0	0	0	-99,8
Ukraine <sup>a</sup>	215	467	459	397	369	71,3
Royaume-Uni	2 461	2 251	1 668	1 559	1 518	-38,3
États-Unis	3 894	8 763	5 563	8 424	8 424	116,3
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						16
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						1
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						25

<sup>a</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>b</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>c</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>d</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 17  
Émissions indirectes de CO<sub>2</sub><sup>a</sup>, 1990, 2000, 2010, 2014 et 2015

Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Australie						
Autriche						
Bélarus <sup>b</sup>						
Belgique						
Bulgarie <sup>b, c</sup>						
Canada	709	632	463	430	440	-37,9
Croatie <sup>b</sup>						
Chypre						
Tchéquie <sup>b</sup>	2 122	1 156	967	778	799	-62,4
Danemark	1 217	874	556	421	412	-66,1
Estonie <sup>b</sup>						
Union européenne <sup>d</sup>	4 395	2 708	2 012	1 647	1 662	-62,2
Finlande	165	104	69	53	52	-68,6
France						
Allemagne						
Grèce						
Hongrie <sup>b, c</sup>						
Islande						
Irlande						
Italie						
Japon	5 301	4 058	2 343	2 111	2 150	-59,4
Lettonie <sup>b</sup>	43	26	16	20	17	-61,5
Liechtenstein						
Lituanie <sup>b</sup>						
Luxembourg						
Malte						
Monaco						
Pays-Bas	666	336	237	210	207	-68,9
Nouvelle-Zélande						
Norvège						
Pologne <sup>b, c</sup>						
Portugal	181	212	168	165	175	-3,4
Roumanie <sup>b, c</sup>						
Fédération de Russie <sup>b</sup>						
Slovaquie <sup>b</sup>						
Slovénie <sup>b, c</sup>						
Espagne						
Suède						
Suisse	412	188	123	120	113	-72,5



Partie	Gg d'équivalent CO <sub>2</sub>					Variation de 1990 à 2015 (en pourcentage)
	1990	2000	2010	2014	2015	
Turquie <sup>e</sup>						
Ukraine <sup>b</sup>						
Royaume-Uni						
États-Unis						
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						<i>10</i>
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						<i>0</i>
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						<i>0</i>

<sup>a</sup> Conformément à la décision 24/CP.19, les Parties visées à l'annexe I peuvent notifier les émissions indirectes de CO<sub>2</sub> provenant de l'oxydation atmosphérique de méthane, de monoxyde de carbone et de composés organiques volatils non méthaniques. Dix Parties ont volontairement communiqué leurs émissions indirectes de CO<sub>2</sub> dans leur inventaire de 2017.

<sup>b</sup> Partie en transition sur le plan économique.

<sup>c</sup> Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

<sup>d</sup> Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

<sup>e</sup> Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.